

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Un article 17ter rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs :

« Art. 17ter. Sont soustraits à l'application de la loi, les travailleurs occupés :

1° à la cueillette des fruits, des fraises, du houblon et du tabac;
2° au nettoyage et le triage du chicon et des ypréaux, et qui effectuent un travail manuel et occasionnel pour autant que cette occupation ne dépasse pas 25 journées de travail au cours d'une année civile et que ces travailleurs ne sont pas ou n'ont pas été soumis à la loi en raison d'une activité dans les mêmes secteurs durant la même année civile, ainsi que les employeurs du chef de l'occupation de ces travailleurs. Notre Ministre des Affaires sociales fixe annuellement par arrêté ministériel pour chaque secteur concerné les périodes pendant lesquelles l'occupation peut s'effectuer sans assujettissement à la loi, tel que visé à l'alinéa précédent. »

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

F. 85 — 2017

1er OCTOBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, notamment les articles 2 et 3 modifiés par la loi du 28 mars 1975 et l'arrêté royal n° 4 du 15 février 1982, et l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, notamment l'article 25, 3° modifié par les arrêtés royaux du 20 juillet 1970 et 27 mars 1972, l'article 27 modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1970, l'article 28 modifié par les arrêtés royaux du 2 avril 1970, 25 juin 1970, 9 avril 1975, 8 janvier 1980 et 27 février 1981 et l'article 37, deuxième alinéa;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national des vacances annuelles donné le 25 juillet 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi ordinaire du 9 août 1980, de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence;

Considérant que les jeunes travailleurs qui entrent pour la première fois au service d'un employeur à l'issue de leurs études ou de leur contrat d'apprentissage, tant ceux occupés à plein temps que ceux occupés à temps partiel, ont droit à des vacances supplémentaires proportionnelles à leurs prestations de travail;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 17ter, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders ingevoegd :

« Art. 17ter. Aan de toepassing van de wet worden onttrokken de werknemers die tewerkgesteld zijn bij :

1° het plukken van fruit, aardbeien, hop en tabak;
2° het kuisen en sorteren van witloof en teenwilgen, en die manuele en occasionele arbeid verrichten voor zover deze tewerkstelling in de loop van een kalenderjaar 25 arbeidsdagen niet overschrijdt en deze werknemers niet aan de wet onderworpen zijn of geweest zijn om reden van een activiteit in dezelfde sectoren in de loop van datzelfde kalenderjaar, evenals de werkgevers uit hoofde van de tewerkstelling van die werknemers. Onze Minister van Sociale Zaken bepaalt jaarlijks bij ministerieel besluit voor ieder van de betrokken sectoren de periodes waarin de tewerkstelling zonder onderwerping aan de wet zoals bedoeld in vorig lid kan gebeuren. »

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

N. 85 — 2017

1 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, inzonderheid op de artikelen 2 en 3 gewijzigd door de wet van 28 maart 1975 en het koninklijk besluit n° 4 van 15 februari 1982, en op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders inzonderheid op artikel 25, 3° gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1970 en van 27 maart 1972, op artikel 27 gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 juli 1970, op artikel 28 gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 april 1970, 25 juni 1970, 9 april 1975, 8 januari 1980 en 27 februari 1981, en op artikel 37, tweede lid;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie van 25 juli 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming der instellingen;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de jeugdige werknemers die voor de eerste maal in dienst treden van een werkgever na beëindiging der studies of leerovereenkomst, zowel zij die in het stelsel van voltijdse arbeid als zij die in het stelsel van deeltijdse arbeid tewerkgesteld zijn, recht hebben op een aanvullende vakantie naar verhouding tot hun dienstprestaties;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 25, 3^o de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o a) d'avoir été liés par un contrat de travail les assujettissant au régime des vacances annuelles ou avoir été admis au bénéfice des assimilations prévues par les articles 16, 17 et 36 du présent arrêté pendant au moins 60 p.c. de jours de travail compris dans la période s'étendant de la date de leur entrée en service à la fin de l'exercice de vacances, période dénommée ci-après période de référence;

b) pour les travailleurs qui ne remplissent pas la condition fixée à l'alinéa précédent du fait qu'ils ont été occupés sous un ou plusieurs contrats de travail visés par l'article 11 bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ne prévoyant pas des prestations de travail chaque jour, les 60 p.c. doivent être calculés sur la somme des jours définis ci-après, de la période de référence :

— les jours de travail prévus dans chaque contrat de travail;
— les jours de travail situés hors des périodes couvertes par l'ensemble des contrats de travail calculés au prorata de la fréquence de travail prévue au dernier contrat de travail qui précède cette période;

c) pour les travailleurs engagés dans le cadre d'un contrat de travail prévoyant des prestations réduites et un horaire variable, visés à l'alinéa 3 de l'article 11 bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les 60 p.c. dans la période de référence doivent être calculés par rapport au nombre de jours résultant de la fraction suivante :

$$\frac{X}{Y} = N \times W$$

soit :

X = le nombre d'heures de travail rémunérées en vertu de son horaire de travail variable et calculées au cours de la période de référence;

Y = la durée hebdomadaire normale d'un travailleur occupé à temps plein dans une fonction analogue dans la même entreprise ou, à défaut, dans le même secteur d'activité;

N = quotient déterminant le rythme de travail;

W = le nombre de jours de travail situés dans la période de référence.

Pour les périodes situées en dehors des contrats de travail, les heures de travail sous X sont calculées au prorata des heures de travail prévues au contrat de travail qui précède cette période.

Lorsque le calcul des 60 p.c. prévu aux 3^o, a, b, et c, donne un nombre fractionnaire, celui-ci est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que la fraction est ou non inférieure à un demi.

Toutes les périodes de travail effectuées dans les liens d'un contrat de travail et les périodes d'assimilation subséquentes éventuelles sont prises en considération, même pour les périodes où plusieurs contrats de travail coexistent.

Art. 2. L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. § 1^{er}. Pour le calcul du montant du pécule supplémentaire de vacances, sont pris en considération sous réserve des dispositions du § 2 :

1^o pour les anciens écoliers et étudiants :

à l'exception des dimanches et des périodes pendant lesquelles ils ont éventuellement été assujettis à la sécurité sociale du fait d'un travail occasionnel, les jours à compter du 1^{er} janvier de l'exercice de vacances au cours duquel ces travailleurs entrent pour la première fois au service d'un employeur jusqu'à la veille de leur entrée en service inclusivement;

2^o pour les anciens apprentis :

a) les jours de travail éventuels durant lesquels ils ont été assujettis au régime des vacances annuelles et les jours d'éventuelle interruption de travail assimilés à des jours de travail effectifs, à compter du 1^{er} janvier de l'exercice de vacances au cours duquel ces travailleurs entrent pour la première fois au service d'un employeur jusqu'à la veille de leur entrée en service inclusivement;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 25, 3^o van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3^o a) dat zij onder binding zijn geweest van een arbeidsovereenkomst, die hen onderwerpt aan het stelsel der jaarlijkse vakantie, of aanspraak konden maken op de bij artikelen 16, 17 en 36 van dit besluit bepaalde gelijkstellingen gedurende 60 pct. der arbeidsdagen begrepen tussen de datum hunner indiensttreding en het einde van het vakantiedienstjaar, periode die hierna referentieperiode wordt genoemd;

b) voor de werknemers die niet aan de in vorig lid gestelde voorwaarde voldoen wegens hun tewerkstelling in het raam van één of meer arbeidsovereenkomsten bedoeld bij artikel 11 bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, waarbij werd overeengekomen niet elke dag te werken, moeten de 60 pct. worden berekend op de som van de hierna bepaalde dagen van de referentieperiode :

— de arbeidsdagen voorzien in elke arbeidsovereenkomst;

— de arbeidsdagen die vallen buiten de periode die gedekt zijn door alle arbeidsovereenkomsten berekend naar rata van de arbeidsfrequentie bepaald in de laatste arbeidsovereenkomst die aan deze periode voorafgaat;

c) voor de werknemers aangeworven met een arbeidsovereenkomst met deeltijds variabel werkrooster, bedoeld bij lid 3, artikel 11 bis, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, moet de 60 pct. binnen de referentieperiode worden berekend op het aantal dagen dat bekomen wordt met volgende breuk :

$$\frac{X}{Y} = N \times W$$

waarbij :

X = aantal bezoldigde arbeidsduren overeenkomstig zijn variabelwerkroosteren berekend over de referentieperiode;

Y = de normale wekelijkse arbeidsduur van een werknemer die voltijds tewerkgesteld is in een gelijkaardige functie in dezelfde onderneming, of, bij ontstentenis in dezelfde bedrijfstak;

N = quotiënt dat het arbeidsrythme bepaalt;

W = aantal arbeidsdagen tijdens de referentieperiode.

Voor de perioden die vallen buiten de arbeidsovereenkomsten worden de arbeidsduren onder X berekend naar rata van de arbeidsduren bepaald in de arbeidsovereenkomst die aan deze periode voorafgaat.

Wanneer de berekening van de 60 pct. voorzien bij 3^o, a, b, en c, in een breukgetal resulteert, wordt dit getal afgerond tot de lagere of hogere eenheid naargelang de breuk al dan niet kleiner is dan een half.

Al de perioden onder binding van een arbeidsovereenkomst en de eventueel daaropvolgende perioden van gelijkstelling worden in aanmerking genomen, zelfs voor de periode waarin er meerdere arbeidsovereenkomsten gelijktijdig bestaan.

Art. 2. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door, de volgende bepaling :

« Art. 27. § 1. Voor de berekening van het bedrag van het aanvullend vakantiegeld worden, onder voorbehoud van de bepalingen van § 2, in aanmerking genomen :

1^o ten aanzien van oud-schollers en studenten :

behoudens de zondagen, en de perioden tijdens dewelke zij eventueel onderworpen geweest zijn aan de sociale zekerheid ingevolge een gelegenheidswerk, de dagen vanaf 1 januari van het vakantiedienstjaar in de loop waarvan deze arbeiders voor het eerst in dienst treden van een werkgever tot en met de dag voorafgaand aan deze van hun indiensttreding;

2^o ten aanzien van oud-leerlingen :

a) de eventuele arbeidsdagen tijdens dewelke zij aan het stelsel van de jaarlijkse vakantie onderworpen zijn geweest en de dagen van eventuele arbeidsonderbreking gelijkgesteld met effectief gewerkte dagen vanaf 1 januari van het vakantiedienstjaar in de loop waarvan deze arbeiders voor het eerst in dienst treden van een werkgever tot en met de dag voorafgaand aan deze van hun indiensttreding;

b) à l'exception des dimanches et des jours visés *sub a)*, les jours à compter du 1^{er} janvier de l'exercice de vacances au cours duquel ces travailleurs entrent pour la première fois au service d'un employeur jusqu'à la veille de leur entrée en service inclusivement.

§ 2. Lorsqu'il a été fait application de l'article 25, 3^o, b), ou c), le nombre de jours à prendre en considération pour le calcul du pécule supplémentaire de vacances, déterminé conformément aux dispositions du § 1^{er} est calculé proportionnellement, au prorata du nombre des jours de travail effectifs de la période de référence ou des jours assimilés octroyés par les articles 16, 17 et 36 de cet arrêté.

La proportionnalité visée à l'alinéa précédent est le quotient de la division de la somme des jours de travail effectifs et des jours assimilés de chaque période d'assimilation éventuelle octroyée par la somme des jours de travail compris dans la période s'étendant de la date de début du premier contrat de travail à la date de la fin du dernier contrat de travail ou de la période assimilée.

Pour l'application de l'alinéa précédent, toutes les périodes de travail effectuées dans les liens d'un contrat de travail et les périodes d'assimilation éventuellement octroyées sont prises en considération, même pour les périodes où plusieurs contrats de travail coexistent.

Lorsque le quotient visé à l'alinéa 2 comporte au moins quatre décimales, il est arrondi au millième inférieur ou supérieur selon que la quatrième décimale est ou non inférieure à cinq.

Sans préjudice aux dispositions de l'alinéa précédent, lorsque l'application des dispositions de l'alinéa 1^{er}, donne un nombre fractionnaire, celui-ci est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que la fraction est ou non inférieure à un demi. »

Art. 3. L'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. Le montant du pécule supplémentaire de vacances est dû :

1^o aux personnes dont il est question à l'article 27, § 1^{er}, 1^o, pour chacun de ceux des jours y visés qui ont été pris en considération après application éventuelle des dispositions de l'article 27, § 2, à raison de 14 p.c. de la rémunération journalière fictive à laquelle les intéressés auraient droit pour des journées d'inactivité assimilées à des jours de travail effectif survenues au cours de leur première occupation en qualité d'ouvrier;

2^o aux personnes dont question à l'article 27, § 1^{er}, 2^o :

a) pour chacun de ceux des jours visés à l'article 27, § 1^{er}, 2^o, a), qui ont été pris en considération après application éventuelle des dispositions de l'article 27, § 2, à raison de 14 p.c. de la différence entre la rémunération journalière fictive visée au 1^o et le montant journalier ayant servi de base au calcul de leur pécule de vacances ordinaire d'apprenti;

b) pour chacun de ceux des jours visés à l'article 27, § 1^{er}, 2^o, b), qui ont été pris en considération après application éventuelle des dispositions de l'article 27, § 2, à raison de 14 p.c. de la rémunération journalière fictive visée au 1^o. »

Art. 4. L'article 37, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Sont prises en considération pour le calcul de cette durée les journées visées à l'article 27, § 1, 1^o et 2^o, b) et § 2, pour lesquelles le pécule supplémentaire de vacances est dû. »

Art. 5. Le présent arrêté est d'application à partir de l'exercice de vacances 1984 pour le pécule de vacances à payer en 1985.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

b) behoudens de zondagen en de dagen bedoeld *sub a)*, de dagen vanaf 1 januari van het vakantiedienstjaar in de loop waarvan deze arbeiders voor het eerst in dienst treden van een werkgever tot en met de dag voorafgaand aan deze van hun indiensttreding.

§ 2. Wanneer artikel 25, 3^o, b), of c), werd toegepast, wordt voor de berekening van het aanvullend vakantiegeld, het aantal in aanmerking te nemen dagen vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van § 1, proportioneel berekend naar rata van het aantal in de referentieperiode effectief gewerkte dagen of gelijkgestelde dagen toegekend bij de artikelen 16, 17 en 36 van dit besluit.

De proportionaliteit bedoeld in vorig lid is het quotiënt van de deling dat men bekomt door de som van de effectief gewerkte dagen en van de gelijkgestelde dagen van elke eventueel toegekende periode van gelijkstelling te delen door de som van de arbeidsdagen begrepen in de periode gaande van de aanvangsdatum van de eerste arbeidsovereenkomst tot de einddatum van de laatste arbeidsovereenkomst.

Voor de toepassing van vorig lid worden al de perioden onder binding van een arbeidsovereenkomst en de eventueel toegekende perioden van gelijkstelling in aanmerking genomen, zelfs voor de perioden waarin er meerdere arbeidsovereenkomsten gelijktijdig bestaan.

Indien het quotiënt bedoeld in lid 2 bestaat uit minstens vier decimalen, wordt het afgerond tot het hogere of lagere duizendtal naargelang de vierde decimaal al dan niet lager is dan vijf.

Onverminderd de bepalingen van vorig lid wordt, wanneer uit de toepassing van de bepalingen van lid 1, een breukgetal resulteert, dit getal afgerond tot de lagere of hogere eenheid naargelang de breuk al dan niet kleiner is dan een half. »

Art. 3. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28. Het bedrag van het aanvullend vakantiegeld is verschuldigd :

1^o aan de personen waarvan sprake in artikel 27, § 1, 1^o, voor elk van die daarin bedoelde dagen, die in aanmerking werden genomen na eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 27, § 2, naar rata van 14 pct. van het fictief dagloon waarop de belanghebbenden recht zouden hebben voor de met effectief gewerkte dagen gelijkgestelde inactiviteitsdagen, die zich in de loop van hun eerste tewerkstelling als arbeider hebben voorgedaan;

2^o aan de personen waarvan sprake in artikel 27, § 1, 2^o :

a) voor elk van die in artikel 27, § 1, 2^o, a), bedoelde dagen, die in aanmerking werden genomen na eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 27, § 2, naar rata van 14 pct. van het verschil tussen het onder 1^o vermeld dagelijks fictief loon en het dagelijks bedrag dat in aanmerking komt voor de berekening van hun gewoon vakantiegeld als leerling;

b) voor elk van die in artikel 27, § 1, 2^o, b), bedoelde dagen, die in aanmerking werden genomen na eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 27, § 2, naar rata van 14 pct. van het onder 1^o vermeld dagelijks fictief loon. »

Art. 4. Artikel 37, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de berekening van deze duur worden in aanmerking genomen de in artikel 27, § 1, 1^o en 2^o, b) en § 2 bedoelde dagen waarvoor het aanvullend vakantiegeld verschuldigd is. »

Art. 5. Dit besluit is van toepassing vanaf het vakantiedienstjaar 1984 om het vakantiegeld te betalen in 1985.

Art. 6. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE